

Unité bi-départementale Calvados-Manche

CAEN, le 08/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Revival - BLAINVILLE SUR ORNE

Rue de la Mer
14550 BLAINVILLE SUR ORNE

Références : 2022-14-580
Code AIOT : 0003902463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement Revival - BLAINVILLE SUR ORNE implanté Rue de la Mer 14550 BLAINVILLE SUR ORNE. L'inspection a été annoncée le 06/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Revival - BLAINVILLE SUR ORNE
- Rue de la Mer 14550 BLAINVILLE SUR ORNE
- Code AIOT : 0003902463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Il s'agit d'un site de collecte, regroupement, tri, transit de déchets non dangereux (métaux) et dangereux (batteries et DEEE) au sein duquel est également exercée une activité de dépollution de véhicules hors d'usages. Ce site a été réorganisé suite à une séparation en deux ICPE d'un site auparavant plus étendu, couplée à un changement d'exploitant au bénéfice de GDE, désormais Revival. Cette refonte du site a abouti à la signature d'un arrêté préfectoral le 24 novembre 2021 portant également agrément VHU. Le site est notamment soumis à autorisation pour la rubrique 2718 pour la quantité maximale de 30 tonnes de batteries en transit (non inclus les batteries issues des opérations de dépollution des véhicules hors d'usage, ni celles entreposées au comptoir d'apport volontaire).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchets
- eau
- incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Rejet des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 6.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Conformité vis-à-vis du dossier instruit	Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 6.3	/	Sans objet
2	Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 6.2	/	Sans objet
3	Vanne de confinement	Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 6.2	/	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement propre et bien tenu. L'exploitant doit néanmoins apporter des éléments concernant 2 non-conformités en fournissant **sous 1 mois**:

- les résultats d'analyse des eaux rejetées
- les raisons expliquant la présence du bassin Nord-Ouest et la justification de l'absence de risque de chute pour les usagers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un système de vidéosurveillance permettant une alerte et une intervention de personnels compétents 24 h/24.
Constats : Le site est équipé de plusieurs caméras couvrant l'ensemble du site. Lorsque le site est fermé, les informations relevées par le système de surveillance sont transférées à une société de sécurité. En cas d'alerte confirmée, le responsable du site est contacté par le prestataire. Ce point est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont confinées sur le site. Une bordure béton est disposée en limite de propriété pour éviter tout départ de ces eaux vers l'établissement voisin.
Constats : Une bordure béton a bien été mise en place. Un joint entre deux blocs s'est décroché créant un vide entre deux blocs. Si la fonction générale de confinement de la bordure n'est pas à ce stade remise en cause, l'exploitant doit veiller au maintien en bon état de cette bordure. Remarque : une borne incendie est présente à moins de 100 m de l'entrée du site. L'exploitant a pris contact avec la mairie pour s'assurer de son bon fonctionnement et du volume disponible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vanne de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont confinées sur le site.
Constats : Une vanne de confinement existe en amont du débourbeur déshuileur. Seul l'exploitant a accès à l'outil qui permet d'actionner cette vanne. En cas d'intervention des pompiers, l'exploitant doit se rendre sur le site suffisamment rapidement pour actionner cette vanne et permettre le confinement des eaux d'extinction. L'exploitant a indiqué qu'il serait mis au courant du sinistre par le service de surveillance. Une procédure interne de fermeture de la vanne est en cours de rédaction par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

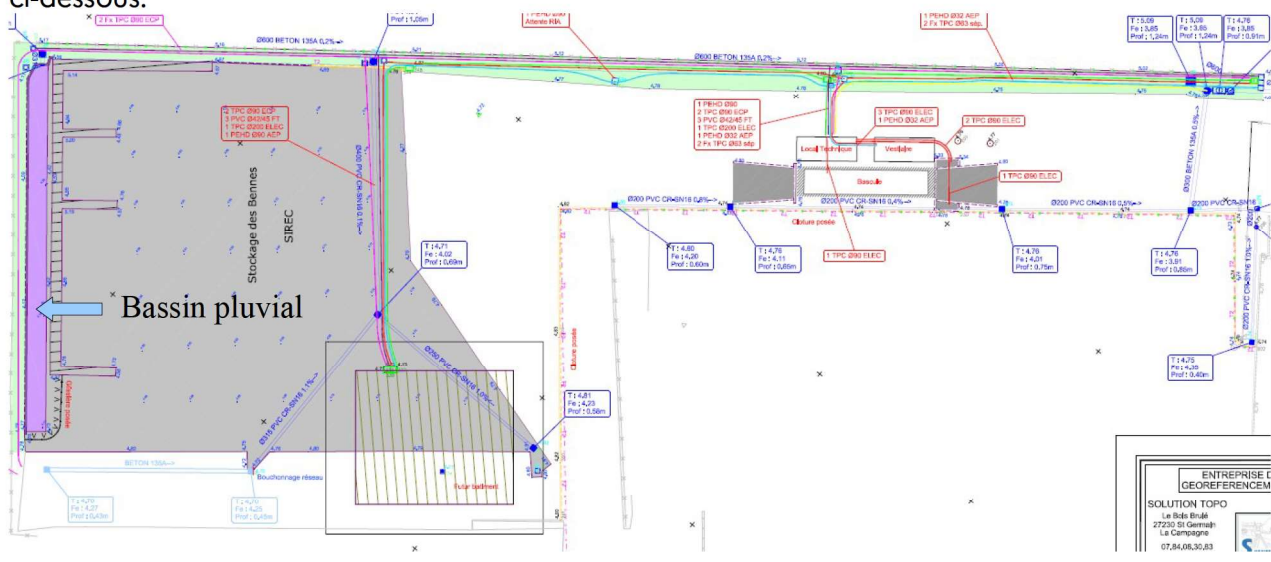
N° 4 : Rejet des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux rejetées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux ruisselant sur la dalle étanche équipant le site, susceptibles d'être polluées, sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures puis rejetées par pompage au fossé communal longeant la rue de la Mer [...]. Sans préjudice des conditions de rejet fixées par le gestionnaire du fossé récepteur, les effluents rejetés par le site respectent les valeurs limites fixées dans le tableau présenté dans l'arrêté préfectoral du 24/11/21. Cette analyse doit être réalisée a minima une fois par an (fréquence indiquée dans les arrêtés ministériels de prescription générale correspondant aux rubriques du site comme dans l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature).
Constats : La plateforme est en bon état. Les eaux sont collectées et acheminées vers un débourbeur déshuileur (dernière vidange et BSD datant du 10/11/21). La sortie du tuyau au réseau communal est propre (bonne hauteur de chute, pas d'irisation ou de dépôt spécifique dans le tuyau ou dans le fossé).
L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une analyse des eaux rejetées datant de moins d'un an, ce qui constitue une non-conformité. Il doit fournir des résultats d'analyses conformes d'ici 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des batteries
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les batteries sont stockées, dans des bacs ou bennes étanches résistants aux acides. Ces récipients sont couverts.
Constats : Les batteries sont stockées dans un bac étanche couvert.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conformité vis à vis du dossier instruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment le dossier de porter-à-connaissance transmis le 8 janvier 2021. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté. Le plan d'implantation est celui figurant en annexe 1 du présent arrêté.</p> <p>Constats : L'inspection a observé un bassin de collecte des eaux pluviales au nord-ouest du site, raccordé au déboureur déshuileur à l'endroit où le dossier de demande prévoyait une bande d'espaces verts (derrière le stockage de déchets métalliques). L'exploitant n'a pas informé l'administration de cette modification ce qui constitue une non-conformité.</p> <p>Par ailleurs, le plan des réseaux fourni après l'inspection par l'exploitant, indique la présence d'une glissière de sécurité le long de la partie accessible de ce bassin comme le montre l'extrait de plan ci-dessous.</p>  <p>L'exploitant doit indiquer pourquoi ce bassin a été mis en place à la place du système de collecte enterré prévu au dossier et s'assurer de l'absence de risque de chute dans le bassin pour les usagers du site.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>